



Arrêté préfectoral n°2022 – 2353 du 14 novembre 2022

portant approbation de la charte d'engagements de SNCF Réseau en tant qu'utilisateur de produits pharmaceutiques (usages non agricoles) à proximité des lieux mentionnés au III de l'article L. 253-8 du Code rural et de la pêche maritime (zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments) ainsi que des lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière, à mettre en œuvre des mesures de protection adaptées des résidents)

**Le Préfet de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,**

Vu le règlement (CE) n° 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les directives 79/117/CE et 91/414/CEE du Conseil ;

Vu le règlement (UE) n° 284/2013 de la Commission du 1^{er} mars 2013 établissant les exigences en matière de données applicables aux produits phytopharmaceutiques, conformément au règlement (CE) n° 1107/2009 précité ;

Vu la directive 2009/18/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L.253-8 et D.253-46-1-2 à D.253-46-1-5 ;

Vu le Code de l'environnement, notamment son article L. 123-19-1 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets à l'organisation « et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Madame Pascale TRIMBACH, Préfète de la Meuse

Vu l'arrêté du 4 mai 2017 modifié relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L. 253-1 du Code rural et de la pêche maritime ;

Vu la consultation du public organisée du 8 août 2022 au 12 septembre 2022 conformément à l'article L. 123-19-1 du Code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observations formulées lors de cette consultation ;

Considérant la transmission le 21 juillet 2022 par SNCF réseau d'un projet de charte d'engagements mentionnée au III de l'article L. 253-8 du Code rural et de la pêche maritime, pour des usages non agricoles ;

Considérant que les mesures de protection contenues dans le projet de charte d'engagements précitée sont adaptées aux objectifs de l'article L. 253-8 du Code rural et de la pêche maritime et que cette charte est-elle même conforme aux exigences mentionnées à l'article D. 253-46-1-2 du même code ;

Sur proposition du Directeur départemental des territoires de la Meuse ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Champ et portée du présent arrêté

La charte figurant en annexe du présent arrêté est approuvée. Elle formalise les engagements de SNCF Réseau en tant qu'utilisateur de produits phytopharmaceutiques (usages non agricoles) à proximité des zones attenantes aux bâtiments habités et aux parties non bâties à usage d'agrément contiguës à ces bâtiments, ainsi que des lieux accueillant des travailleurs présents de façon régulière, à mettre en œuvre des mesures de protection adaptées des résidents.

Article 2 : Autres mesures

Chaque utilisateur de produits phytopharmaceutiques dispose d'un exemplaire, le cas échéant dématérialisé, de la charte d'engagements qu'il met en œuvre lors de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques.

Article 3 : Information des tiers

Conformément à l'article L. 171-1 du Code de l'environnement, le présent arrêté et la charte seront publiés en vue de l'information des tiers, sur le site internet des services de l'État en Meuse, pendant une durée minimale de deux mois, ainsi qu'au recueil des actes administratifs.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application des articles L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration et le R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à Madame la Préfète de la Meuse, 40 rue du Bourg – 55012 Bar-le-Duc ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 – Paris Cedex 08
- soit un recours contentieux en saisissant le Tribunal administratif de Nancy – 5, place de la Carrière-CO 20038 – 54036 NANCY Cedex – le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Le rejet implicite intervient, suite au silence gardé par l'administration, à l'issue d'une période de deux mois.

Article 5 : Exécution

La préfète du département de la Meuse, le Directeur départemental des territoires de la Meuse et le Directeur de SNCF Réseau sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète


Pascale TRIMBACH